

| LISTE DES PIÈCES À FOURNIR POUR CONSTITUER UN DOSSIER DE DEMANDE D'AIDE « DESSERTES FORESTIÈRES » INTERVENTION 73.06 DU PSN EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE | |
|--|--|
| Pièces relatives au demandeur | |
| Mandat de gestion | Si le maître d'ouvrage ne remplit pas lui-même la demande d'aide en ligne |
| Ecrit du propriétaire ou de son représentant sollicitant l'aide de la Région et du FEADER, ou délibération de l'organe compétent approuvant le projet (et son plan de financement) et autorisant le représentant légal à solliciter l'aide de la Région et du FEADER | Pour tous les porteurs |
| Le justificatif de la qualité d'expert forestier ou de gestionnaire forestier professionnel | Pour les dossiers concernés |
| Copie d'une pièce d'identité valide (carte nationale d'identité ou passeport) | Personnes physiques ou représentant légal d'une personne morale de droit privé |
| Preuve de représentation légale | Si le dossier est déposé pour le compte d'un mineur |
| Pouvoir de tutelle ou de curatelle | Si le dossier est déposé pour le compte d'un majeur protégé |
| Convention notariée ou accord sous seing privé des indivisaires ou copropriétaires désignant un représentant ayant mandat pour la réalisation du projet et le cas échéant le bénéfice des aides | En cas d'indivision (sauf époux) ou de propriété démembrée |
| Certificat d'immatriculation indiquant le n° SIRET (avis de situation au répertoire SIRENE) | Obligatoire pour tous les porteurs |
| Acte constitutif : copie de la publication au Journal Officiel ou récépissé de déclaration en préfecture | Pour les associations. Pour un GIP : acte d'approbation ou convention constitutive. Pour un GIEFF : arrêté préfectoral de reconnaissance et composition. Pour une fondation : acte de création |
| Statuts à jour | Pour toute personne morale disposant de statuts |
| Preuve de la représentation légale (décision d'assemblée générale, de conseil d'administration, délégation de signature...) | Personnes morales (hors collectivités) si représentation légale non précisée dans les statuts |
| Extrait K-bis de moins de 3 mois | Pour toutes les sociétés (dont groupements forestiers) |
| 2 dernières liasses fiscales | Pour tous les porteurs assujettis à l'impôt sur les sociétés |
| Dernier bilan et compte de résultat (année N-1) | Pour les entreprises soumises au régime du réel simplifié ou normal ayant l'obligation légale de tenir une comptabilité |
| Pièces relatives au projet | |
| Annexe technique | Pour tous les projets |
| Formulaire du respect des règles de la commande publique | Pour les personnes morales de droit public et organismes qualifiés de droit public (OQDP) |
| Tableau synthétique des dépenses | Pour tous les projets |
| Devis | Pour toutes les dépenses matérielles ou immatérielles que vous souhaitez retenir pour la |

| | |
|--|--|
| | réalisation du projet, ainsi que pour les études préalables (devis obligatoirement distinct) |
| Devis comparatifs | Un deuxième devis pour toute dépense (matérielle ou immatérielle) supérieure à 4000 € HT. Un troisième devis pour les dépenses supérieures à 90000 € HT. |
| Explication du choix d'un devis (dans le tableau des dépenses) | Si le devis que vous souhaitez retenir n'est pas le moins cher. |
| Justification de l'impossibilité de présenter le nombre de devis requis | Pour des investissements très spécifiques ou des prestations rares |
| Plan de situation au 1/25000 ^{ème} avec la localisation du projet | Pour tous les projets |
| Plan détaillé faisant apparaître le parcellaire cadastral et annoté des différents ouvrages du projet permettant de faire la correspondance avec le tableau récapitulatif des dépenses prévisionnelles. | Pour tous les projets |
| Extrait(s) de matrice cadastrale récents et à jour ou acte notarié relatif aux terrains sur lesquels vont se dérouler les travaux | Pour tous les projets |
| Attestation(s) de garantie de gestion durable (décision d'agrément d'un PSG ou arrêté portant approbation d'un aménagement en forêt publique), y compris pour les propriétaires regroupés par la structure (ASA, ASL, Syndicat intercommunal de gestion forestière...) | Obligatoire pour les grandes entreprises, les collectivités et les autres propriétaires forestiers ayant plus de 15 ha dans une zone de 200m autour des investissements financés |
| Autorisations administratives (ou déclarations valant autorisations) | Notamment pour les cas suivants : Traversée de cours d'eau : DDT - police de l'eau ; Raccordement à la voirie publique : accord de la commune ou du département ; Travaux en site classé, site inscrit ou réserve naturelle nationale : DREAL ; Travaux en réserve naturelle régionale : Région ; Travaux en zone de cœur : Parc National de Forêts ; Travaux en site Natura 2000 : DDT - évaluation des incidences ; Création de route supérieure à 3 km de long : DREAL - évaluation environnementale ; Extraction de matériaux sur place : DREAL – ICPE Agrément de PSG : CRPF |
| Si le porteur de projet n'a pas la maîtrise foncière de tout ou partie des parcelles faisant l'objet de travaux : accord des propriétaires concernés | Le cas échéant |
| Convention entre les différentes parties prenantes du projet définissant les modalités de financement, les conditions d'utilisation et d'entretien de l'équipement et les engagements de ces parties prenantes | Pour les projets collectifs |